



Avez-vous entendu parler de l'AÉCG ? Non ? Pas surprenant ! Une fois de plus, les dirigeants des entreprises et des gouvernements fédéral et provinciaux négocient une entente de libre-échange dans le dos de la population. Cette fois, il s'agit de l'Accord économique et commercial global entre le Canada et l'Union européenne (AÉCG) qui changera complètement le visage du Canada. Harper veut le signer au plus vite, avant que nous ayons la possibilité d'en débattre.

Une entente commerciale avec l'Union européenne (UE) serait bien si elle signifiait plus de bons emplois et de meilleurs services sociaux. Mais comme pour toutes les ententes de libre-échange, ce n'est pas le but. Tel qu'il est actuellement libellé, l'AÉCG constituera une menace pour nos services publics, nos emplois, notre environnement, notre alimentation, notre culture, nos télécommunications, notre eau et nos ressources – même nos droits démocratiques !



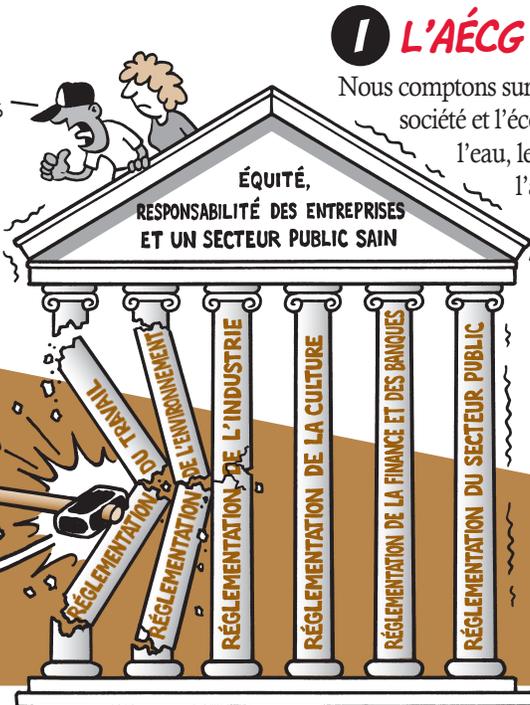
Lors du Sommet Canada-UE d'octobre 2008, un groupe d'entreprises canadiennes et européennes a indiqué aux gouvernements ce qu'elles veulent voir dans cette entente. La société civile n'a quant à elle pas eu de véritable occasion de faire part de ses préoccupations.



LES 10 PRINCIPALES RAISONS POUR LESQUELLES L'AÉCG EST UNE MAUVAISE CHOSE POUR LE QUÉBEC ET LE CANADA

OUI MAIS DANS QUEL MERDIER ALLEZ-VOUS NOUS LAISSER ?

YOUPPI, VOILÀ TOUTES SORTES DE NOUVELLES OCCASIONS DE FAIRE DES PROFITS!



1 L'AÉCG menace nos services publics

Nous comptons sur nos gouvernements pour assurer les services publics qui aident la société et l'économie à fonctionner correctement : les soins de santé, l'éducation, l'eau, les programmes sociaux, etc. Notre qualité de vie est liée à l'accessibilité de tous à ces services. Mais les grandes entreprises mondiales n'aiment pas les services exploités par le secteur public qui les privent de profits, ni la réglementation qui les protège. Avec l'AÉCG, une menace de privatisation et de déréglementation pèse sur nos services publics. Tout pourrait être en jeu, y compris les services municipaux de l'eau, les services d'électricité et même notre service postal.

Notre service postal en danger !

Postes Canada garantit un service de base partout au pays. Mais c'est dispendieux. Alors, pour faire ses frais, elle a obtenu le droit exclusif de traiter le courrier sans concurrence de l'entreprise privée. En prévoyant une déréglementation de certains types d'envois que le privé pourra désormais traiter, l'AÉCG menace notre système postal.



2 L'ÂÉCG menace la création d'emplois locaux

Particulièrement en temps de crise économique, nous attendons de nos gouvernements qu'ils utilisent l'argent de nos impôts pour **créer des emplois et des occasions d'affaires** dans les municipalités, les provinces et les territoires. Une façon de le faire : acheter des biens et des services **d'entreprises locales**. Mais l'ÂÉCG menace cela ! Les entreprises européennes veulent un accès illimité aux achats effectués par nos gouvernements.



3 L'ÂÉCG menace notre eau

Les négociateurs de l'UE veulent que les services d'eau potable fassent partie de l'ÂÉCG. Les multinationales européennes de l'eau pourront alors faire valoir des droits et gagner un accès sans précédent aux services municipaux de traitement et de distribution de l'eau et peut-être même à l'eau elle-même.



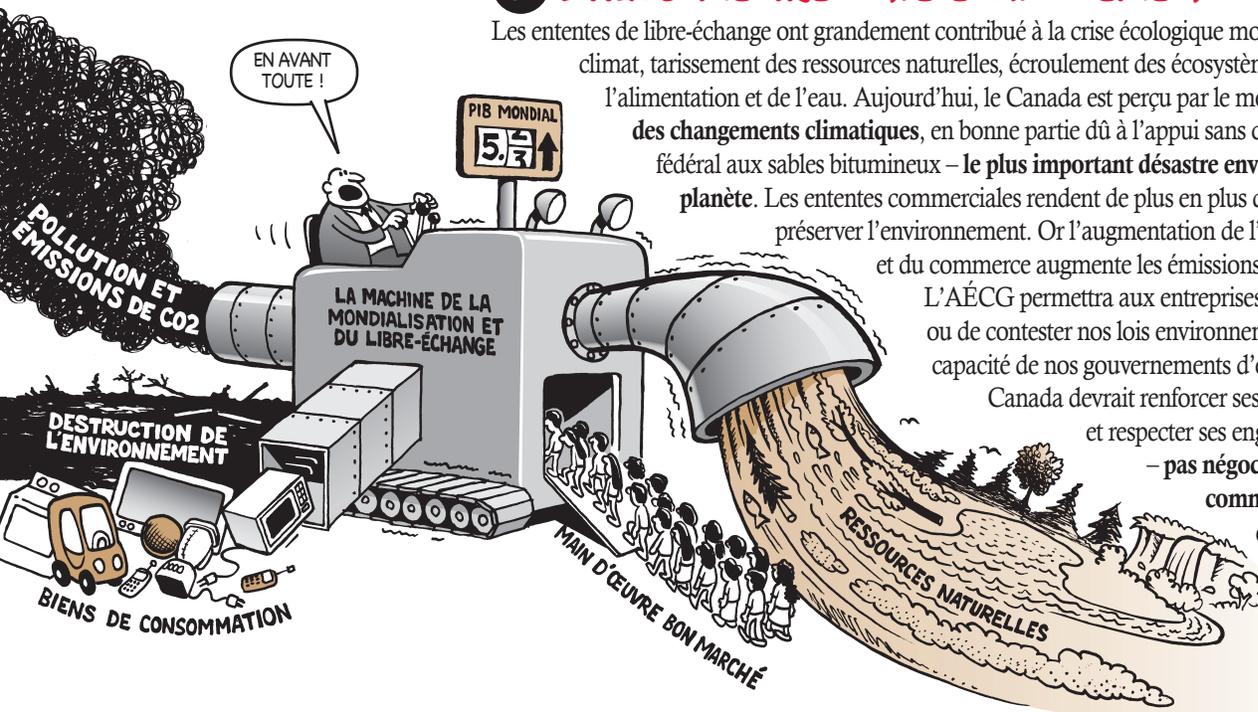
4 L'ÂÉCG menace notre système de santé public

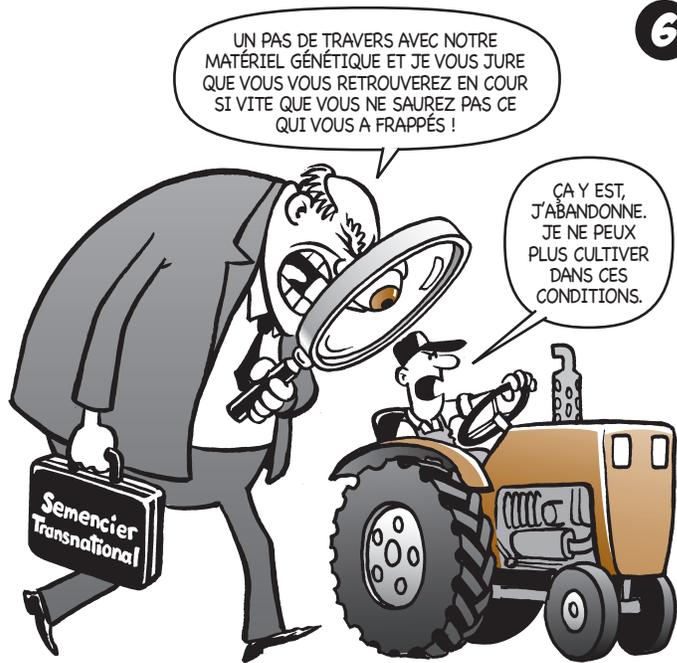
L'UE veut que **tous** nos services publics soient couverts par l'ÂÉCG – **incluant les soins de santé**. Plus que toute autre, cette entente soumettra l'assurance-maladie à des pressions de privatisation. Les entreprises européennes obtiendront un accès plus étendu à nos services de santé, particulièrement dans les provinces, comme le Québec, où on a **déjà ouvert la porte au privé**. Pire encore, en vertu de l'ALÉNA, nous devons ensuite offrir le même accès aux entreprises américaines.



5 L'ÂÉCG menace notre environnement

Les ententes de libre-échange ont grandement contribué à la crise écologique mondiale – réchauffement du climat, tarissement des ressources naturelles, effondrement des écosystèmes et crise mondiale de l'alimentation et de l'eau. Aujourd'hui, le Canada est perçu par le monde entier comme un **paria des changements climatiques**, en bonne partie dû à l'appui sans condition du gouvernement fédéral aux sables bitumineux – **le plus important désastre environnemental sur la planète**. Les ententes commerciales rendent de plus en plus difficile de réglementer pour préserver l'environnement. Or l'augmentation de l'extraction, de la production et du commerce augmente les émissions de gaz à effet de serre. L'ÂÉCG permettra aux entreprises européennes d'ignorer ou de contester nos lois environnementales, ce qui nuira à la capacité de nos gouvernements d'en édicter de nouvelles. Le Canada devrait renforcer ses lois sur l'environnement et respecter ses engagements internationaux – **pas négocier de nouvelles ententes commerciales garantissant les droits des entreprises**.





6 L'ÂÉCG menace notre souveraineté alimentaire et les droits des agriculteurs

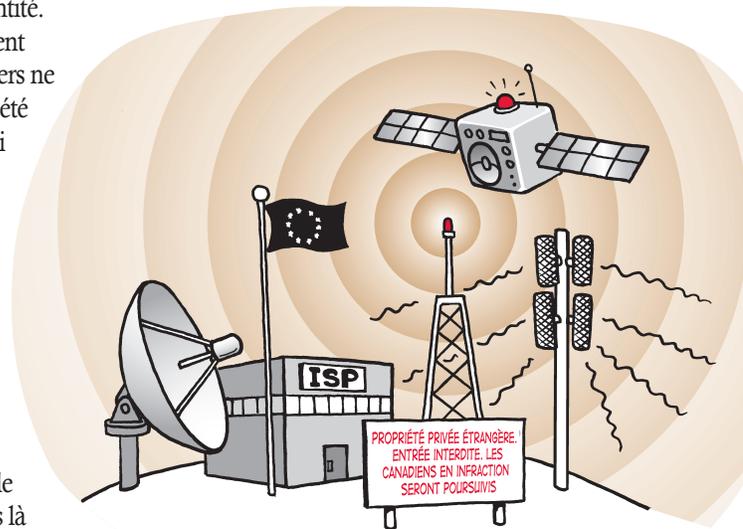
Nos agriculteurs font un travail difficile – ils produisent les aliments dont nous avons besoin pour vivre. Au cours des dernières décennies, ils ont été confrontés à des obstacles et défis croissants, notamment parce que des multinationales ont pris le contrôle de notre industrie de l'alimentation. Avec l'ÂÉCG, cette situation se dégradera encore plus! Il donnera aux entreprises des biotechnologies, des produits pharmaceutiques, des semences et des pesticides de précieux outils pour forcer les agriculteurs à acheter leurs semences génétiquement modifiées au gros prix. Pire, **il éliminera le droit des agriculteurs de conserver, de réutiliser et de vendre leurs semences.** Les entreprises pourront saisir les récoltes, les équipements et les fermes et même geler les comptes bancaires de tout agriculteur qui aurait utilisé des semences modifiées sans avoir payé de droits – même si sa récolte a été contaminée par des semences modifiées provenant d'un autre champ. De plus, les politiques encourageant l'achat d'aliments produits localement seront menacées. Confrontés au réchauffement de la planète et à la baisse des réserves de carburants fossiles, nos fermiers auront besoin d'être mieux soutenus. Non aux ententes commerciales qui ne bénéficient qu'aux grandes entreprises!

7 L'ÂÉCG menace la souveraineté de notre culture et de nos communications

Au Québec et au Canada, les protections culturelles sont essentielles à notre identité. Nos lois exigent que les compagnies de télécommunications et les diffuseurs soient majoritairement contrôlés par des intérêts canadiens. Les investissements étrangers ne peuvent dépasser 47 %, mais l'ÂÉCG fera disparaître cette restriction. La propriété étrangère signifiera moins de contenu québécois et canadien sur les ondes, ce qui constitue une menace à notre identité culturelle.

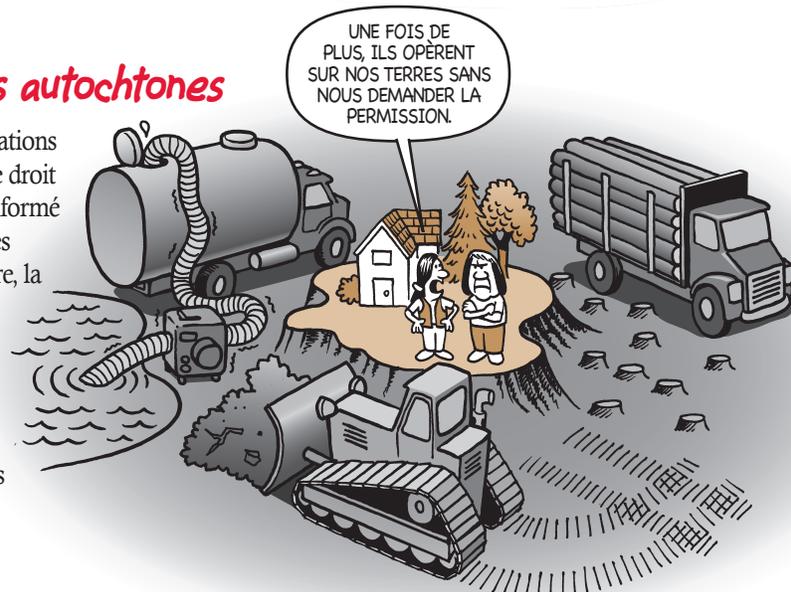


Nos gouvernements pourraient aussi perdre leur capacité de préserver et d'encourager les arts et la culture. Notre accès universel aux services de télécommunications est aussi en jeu avec la possibilité que des entreprises étrangères prennent le contrôle et coupent des services là où ils ne sont pas rentables, sans égard aux besoins des gens.



8 L'ÂÉCG menace les droits des peuples autochtones

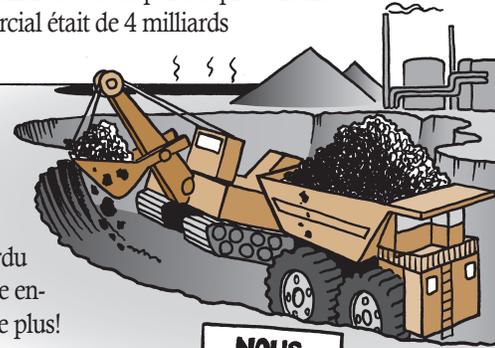
Récemment, le Canada a accordé un appui relatif à la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones. C'est un premier pas. Mais le droit des peuples autochtones d'accorder un consentement libre, préalable et informé avant le lancement de tout projet sur leur territoire reste souvent ignoré des gouvernements fédéral et provinciaux. L'exploitation minière ou pétrolière, la construction de barrages et d'autres activités nuisibles à l'environnement sont souvent menées sur les territoires autochtones sans leur consentement. Les sables bitumineux de l'Alberta en sont un parfait exemple. Les préoccupations des Autochtones, comme la pollution des rivières par des produits cancérigènes, sont ignorées. Comme les autres ententes similaires, l'ÂÉCG entrera sûrement en conflit avec les droits des Autochtones puisqu'il accordera des pouvoirs accrus aux entreprises.





9 L'AECC menace la qualité de nos emplois et notre droit du travail

Le Canada a un important déficit commercial avec les États-Unis. En 2008, nous avons importé pour 17 milliards de biens de plus que ce que nous avons exporté et, en bonne partie, ce déficit est causé par des produits haut de gamme comme l'automobile. Dans les services, notre déficit commercial était de 4 milliards en 2007. Les Canadiens sont privés de bons emplois dans les secteurs manufacturier, de l'innovation technologique et des services à valeur ajoutée. **L'AECC aggravera sans doute cette situation.** La vision du gouvernement Harper est de faire du Canada un super fournisseur d'énergie et de ressources. Il veut augmenter nos exportations de produits bruts comme le pétrole, les diamants, l'or et les autres métaux. Ces dernières années, le Québec a déjà perdu plus de 150 000 emplois dans le secteur manufacturier. Mettre encore plus d'emphase sur le secteur des ressources nuira encore plus!



L'AECC menace aussi les **droits** de tous les travailleurs. Les négociateurs nous diront de ne pas nous en faire, les normes du travail seront maintenues. Mais elles seront sans valeur si les droits des travailleurs sont assujettis aux droits des investisseurs ou si elles ne sont pas renforcées. Nous devons plutôt faire appliquer avec **plus de rigueur nos lois du travail**, particulièrement pour les travailleurs immigrants et tous les travailleurs en situation précaire.

10 L'AECC menace nos droits démocratiques

Si nos gouvernements élus ne peuvent réglementer en notre nom ou utiliser l'argent de nos taxes et impôts pour soutenir les économies locales, parce que les règles commerciales placent les droits des entreprises avant tout, l'AECC constitue une menace pour notre système démocratique. Mais attendez – c'est encore pire ! Les négociateurs veulent que les multinationales et les investisseurs aient le **droit de poursuivre** nos gouvernements s'ils prennent des décisions ou adoptent des lois qui, selon eux, limitent leurs profits – même si c'est dans **l'intérêt public!** Cette entente contient l'équivalent du Chapitre 11 de l'ALÉNA qui permet à des investisseurs étrangers de poursuivre les gouvernements ou de contester leurs lois. Qui paie lorsque les gouvernements perdent ? Nous!!



Le gouvernement Harper veut faire passer l'AECC rapidement. Nous devons agir sans tarder pour l'arrêter, avant qu'il ne soit trop tard !



NOS GOUVERNEMENTS FÉDÉRAL ET PROVINCIAUX NÉGOCIENT L'ÉROSION DE NOS DROITS AU NOM DE LA GRANDE ENTREPRISE.

CETTE ENTENTE AURA D'ÉNORMES CONSÉQUENCES SUR TOUS LES ASPECTS DE NOTRE VIE ET SUR NOS COLLECTIVITÉS. POURTANT, PERSONNE NE NOUS A DEMANDÉ NOTRE AVIS.

C'EST INACCEPTABLE EN DÉMOCRATIE.

ILS DOIVENT CESSER DE NÉGOCIER L'AECC MAINTENANT ET EN DISCUTER FRANCHEMENT ET OUVERTEMENT AVEC TOUS LES CANADIENS.

ET NOUS DEVONS LES FORCER À LE FAIRE.



Ce que vous pouvez faire...

➔ **Contactez vos conseillers municipaux, vos députés provincial et fédéral. Dites-leur que vous n'aimez pas l'allure de cette entente avec l'UE, pour les raisons évoquées dans ce document. Dites-leur que nous devons avoir un débat national sur le sujet dès maintenant.**

➔ **Rendez-vous au www.commercejuste.ca (Réseau pour le commerce juste) afin d'en apprendre plus et découvrir ce que les agriculteurs, les artistes, les environnementalistes, les travailleurs syndiqués et les simples citoyens d'ici font pour sensibiliser la population à ces enjeux et les actions qui ont déjà été initiées.**

➔ **Si vous faites partie d'une organisation, faites-la endosser la déclaration de la société civile sur l'AECC et devenez membre du Réseau pour le commerce juste, info@commercejuste.ca.**